



JOURNAL DU CHAOS

La chute des civilisations est le plus frappant et en même temps le plus obscur de tous les phénomènes de l'histoire. Arthur de Gobineau

semaine 19 - 2019

Du 6 au 12/05

Le 1^{er} mai a été une réussite opérationnelle. Avec la Pitié-Salpêtrière, Castaner en a fait une défaite politique

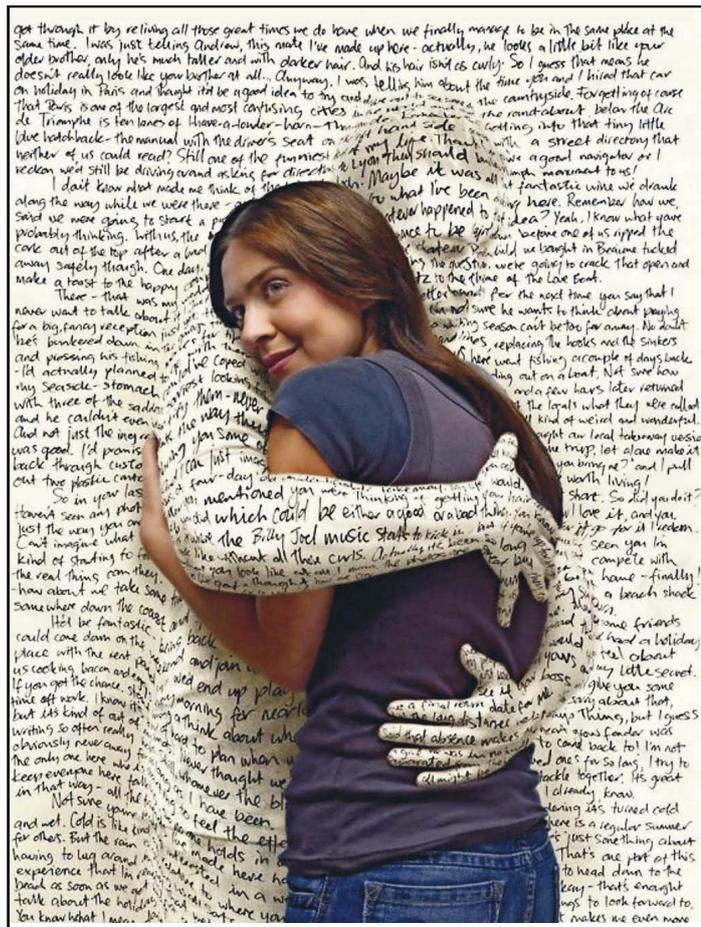
Un membre de la préfecture de police de Paris

Nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier

Robert Watson, expert en biodiversité

Notre société n'est pas seulement celle du mal-être, c'est celle du manque à être. Nous sommes, comme disait Heidegger, des « amnésiques de l'être ».

Patrick Buisson





DIEN BIEN PHU

Le 7 mai 1954, le lieutenant parachutiste Allaire se retrouve «*tout seul*» sur Eliane 12 avec 15 hommes, sans liaison radio avec ses supérieurs, ni avec ses amis. Il finit par rejoindre Bigeard, il est 17 heures.

«- Bruno [le surnom de Bigeard], c'est Allaire au bigo. Je tente une percée ou j'annule –
- Allaire, c'est foutu. Cessez-le-feu à 17h30.»

Politique

Il fallait s'y attendre en raison de la proximité des manifs du 1^{er} mai, la participation des Gilet jaunes samedi 4/05 a été faible dans toute la France. Il n'en reste pas moins vrai qu'ils étaient fidèles au rendez-vous. Ils étaient environ 50 000 dans toute la France n'en déplaise au ministère de l'Intérieur dont plus d'un bon millier à Paris à défiler dans le calme.

C'est à La Roche-sur-Yon en Vendée qu'ont eu lieu les heurts les plus violents avec les forces de l'Ordre où l'on compte cinq blessés et une dizaine d'interpellations. Tiens, c'est bizarre, on a pas entendu Castaner dire des bêtises !

Censé prendre fin le 30 avril, le dispositif spécial d'aide aux commerces touchés lors des manifestations de gilets jaunes sera finalement maintenu jusqu'à la fin du mois de juin, a annoncé le gouvernement. Cette mesure leur permet de bénéficier de reports de charges et d'exonérations.

Trois listes se référant aux Gilets jaunes sont en lice pour les européennes. Alliance jaune, que mènera le chanteur Francis Lalanne, Evolution citoyenne, déposée par une des figures du mouvement, Christophe Chalançon, et Mouvement pour l'initiative citoyenne, composée de candidats tirés au sort et qui revendique le référendum d'initiative citoyenne.

Au total on dénombre 33 listes qui vont concourir aux européennes le 26/05 sur une unique circonscription comme c'est le cas dans vingt-trois autres Etats membres à l'exception de la Belgique, l'Irlande et l'Italie. Seules les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés pourront bénéficier d'un nombre de sièges proportionnel au nombre de voix recueillies.

On se marre. Les flics ont bloqué l'accès aux manifs des Gilets jaunes aux élus vêtus de leur écharpe tricolore. La sénatrice EELV Esther Benbassa a dû appeler directement la préfecture de police pour pouvoir passer.

Contrairement à ce qu'avait décidé le tribunal de Paris, Alain Soral n'ira pas en prison. Le parquet estime que ce mandat d'arrêt « *est dépourvu de base légale* ». L'article 465 du code pénal précise qu'on va en taule « *s'il s'agit d'un délit de droit commun ou d'un délit d'ordre militaire* ». Or, fait-on remarquer au parquet de Paris, Alain Soral a été condamné pour un délit de presse, sur la base de l'article 24 bis de la loi de 1881 sur la liberté de la presse.

L'annonce, par le premier ministre, du retour du projet de loi bioéthique dans le calendrier gouvernemental a réveillé les polémiques autour de la PMA pour toutes. Les juristes pointent du doigt le risque d'un « *changement en profondeur* » du droit civil. Faudra-t-il réorganiser le droit de la filiation ? Et donc réformer notre code civil. Un beau bordel en perspective.

L'ancien député les Républicains (LR) de l'Aube, Nicolas Dhuicq a fait savoir qu'il allait voter pour le Rassemblement nationale à l'élection européenne. Il avait rejoint Debout la France de Dupont-Aignan (NDP), mais, « *j'ai vu que NDA partait dans tous les sens, qu'il a constitué une liste sans colonne vertébrale* ». Dont acte.

Le fils de Carla Bruni et du philosophe des broussailles Raphaël Enthoven, Aurélien 18 ans, a adhéré dès la fin octobre 2017 à l'Union populaire républicaine (UPR) de François Asselineau, une petite formation ultra-souverainiste en lice pour les européennes. « *Nicolas a eu la même réaction que ma mère. Il s'en fiche un peu* », commente le têtard.

« *Emmanuel Macron est en difficulté* », Christophe Castaner a commis « *un certain nombre d'erreurs* »... Jeudi matin, sur Europe 1, l'ex-ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a multiplié les critiques à l'endroit du président de la République et de son successeur à Beauvau.

Jeudi 9/5, la manifestation des fonctionnaires avec tous les syndicats en tête de cortège s'est déroulée sans violence mais l'affluence n'a pas été au rendez-vous. A Paris, la CGT avance le chiffre de 18 000 manifestants. Idem de l'appel à la grève qui a été peu suivi sur le terrain.

Elysée

Le général Lavergne, mis en cause par le Sénat dans un rapport sur l'affaire Benalla va quitter ses fonctions de chef du groupe sécurité de la présidence de la République (GSPR). Il sera remplacé à compter du 18 mai par le colonel de gendarmerie Benoît Ferrand, un ancien commandant en second du GIGN.

Dans ses échanges avec les députés de la commission des lois, Emmanuel Macron a appelé à une mobilisation renforcée de sa majorité pour les européennes... et a ciblé LR : « *Aucune voix ne doit aller à la droite, vu ce qu'elle est devenue* », a-t-il insisté en substance.

Emmanuel Macron a rassuré ses grognards (Richard Ferrand, Philippe Granjeon ou Jean-Marc Borello) qui redoutaient un virage libéral sous la pression de ce que l'on a appelé « le pack de droite ». Il n'a retenu aucune de leurs suggestions. Vu qu'il est déjà libéral !

En l'espace de cinq mois, Macron a accordé 17 milliards d'euros à destination du pouvoir d'achat. Ce qui lui permet de faire un virage à gauche. Mais sans se séparer d'Édouard Philippe et des ministres de droite. Afin d'éviter une dispersion de sa majorité et la naissance d'une nouvelle opposition libérale. La ligne droite n'est pas le plus court chemin entre deux points.

Emmanuel Macron s'est finalement invité dans la campagne des européennes en participant, mardi 7/5 au soir, au comité politique de la République en marche, au restaurant du Palais de Tokyo, Monsieur Bleu, celui-là même où il avait scellé son alliance avec François Bayrou lors de la présidentielle.

L'annonce par Emmanuel Macron de l'implantation de maisons « France service » n'est nullement une nouveauté. Et ça lui coûtera pas trop cher. En effet, près de 1700 Maisons de service public sont déjà ouvertes ou en cours d'ouverture. Leur création remonte à 2000 et leur nombre a surtout grimpé sous François Hollande.

Emmanuel Macron a profité du sommet européen de Sibiu en Roumanie pour s'impliquer pleinement dans la campagne des européennes. Il s'en est surtout pris au RN : « *Le projet du RN est un projet de désunion, et la désunion fait rarement la force. Nous avons besoin de tout, sauf d'avoir le RN en tête. Je mettrai toute mon énergie pour que le RN ne soit pas en tête* ».

Gouvernement

Le séminaire gouvernemental initié par Edouard Philippe a tourné à la catastrophe. Un de ses proches doit bien avouer que « *les ministres sont à la traîne, amorphes* ». Parmi les griefs de l'Élysée et de Matignon : le manque d'initiatives du côté des dépenses publiques. « *Vos copies pour les économies, elles arrivent quand?* », avait lancé à la cantonade Emmanuel Macron lors du conseil des ministres.

Face à la polémique qui n'a cessé de s'amplifier depuis mercredi soir 1^{er} mai et ses propos accusateurs après l'intrusion de manifestants dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris, 13^{ème}), Christophe Castaner a dû sérieusement corriger le tir. « *Je souhaite qu'aucune polémique n'existe sur ce sujet et le voyant l'être, je me dis que je n'aurais pas dû l'employer* », a-t-il rétro-pédalé. La gauche est déchainée contre lui et réclame sa tête.

Sébastien Lecornu, le ministre chargé des Collectivités territoriales, estime qu'un assouplissement de la limitation de vitesse à 80 km/h pourrait se faire d'ici à la fin de l'année. Le Premier ministre devrait trouver l'occasion d'y revenir dans les semaines qui viennent, après en avoir parlé avec les élus.

Agnès Buzyn, ministre de la Santé et médecin d'origine est contre l'homéopathie. « *Si les produits homéopathiques ne sont pas nocifs en eux-mêmes, détourner les patients de la médecine réellement efficace en donnant une forme de légitimité à des thérapies qui ne produisent aucun effet scientifiquement prouvé est une pente dangereuse* », peste-t-elle. Elle demande donc une évaluation. En fait, le lobby des toubibs s'étrangle parce que les homéopathes leur pique de la clientèle.

Christophe Castaner a des soucis avec le nouveau préfet Didier Lallemand. Ce dernier s'est mis à dos Mgr Chauvet en l'empêchant de rentrer chez lui dans le périmètre de sécurité de Notre Dame. Et il a voulu interdire la présence des pompiers à un hommage en leur honneur organisé par Anne Hidalgo.

En privé, Brune Poirson est catégorique : « *Cette convention citoyenne, composée de 150 Français tirés au sort, n'est ni un gadget ni un moyen de gagner du temps. Il s'agit de déléguer des mesures potentiellement impopulaires aux citoyens eux-mêmes, puis de les soumettre à référendum à l'ensemble des Français.* » et dédouaner ainsi le gouvernement.

Institutions

Jean-Louis Georgelin, l'ancien chef d'état-major des armées, chargé par Emmanuel Macron de coordonner tous les acteurs intervenant sur le chantier de restauration de Notre-Dame, a désormais un bureau à l'Élysée. Mais sa nomination passe mal auprès des fonctionnaires de la rue de Valois qui comptaient bien piloter la reconstruction.

Panique à la mairie de Lille. Martine Aubry ne décolère pas contre la candidature surprise de son ex-directeur de cabinet, Violette Spillebout, socialiste passée à En Marche (LREM). Violette Spillebout connaît tout des petits secrets du système Aubry, mais aussi de tous les réseaux politiques de la capitale des Flandres.

Aussitôt nommé à Paris, le nouveau préfet de police Didier Lallement a commandé différentes tenues d'apparat. Une pour chacune de ses six directions actives. Aussi, lors de l'incendie de Notre-Dame, il avait revêtu la tenue des pompiers de Paris. Un sosie d'Arturo Brachetti en somme.

Avec 33 listes aux européennes, certaines communes vont avoir du mal à trouver le nombre de panneaux électoraux nécessaires. Cette dispersion en dit long sur la société française, ses frustrations, ses fantasmes, mais aussi sa fragmentation.

Divers

A partir du 6 mai et pendant neuf semaines France Telecom et son ex-Pdg Didier Lombard et les hauts cadres de l'entreprise se retrouvent sur le banc des prévenus. Objet la période de 2006 à 2009 où France Telecom a été confronté à une vague de suicides et de dépressions de ses employés. 35 personnes avaient mis fin à leurs jours.

Ce procès est inédit. Pour la première fois une société du CAC 40 et son haut management sont présumés responsables de harcèlement moral sur l'ensemble du personnel de l'entreprise du fait d'une politique managériale. Or, jusqu'alors, le principe en droit pénal voulait qu'un lien direct existe entre la victime et l'auteur du dommage.

Pour les juges Brigitte Jolivet et Emmanuelle Robin – et c'est là la nouveauté et tout l'enjeu de ce procès – *« ni la lettre du texte, ni la logique de la matérialité des faits n'impose que les auteurs connaissent les victimes des faits, dès lors que le lien entre leurs agissements et la dégradation des conditions de travail est établi. »* Inutile de dire que les entreprises vont suivre le procès de près.

Les départs successifs au cabinet du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian sont perçus comme un signe annonciateur d'un changement de ministre après les européennes. Bruno Le Maire, actuel ministre de l'Economie et des Finances, est le plus cité en interne pour lui succéder.

Pour l'ancienne candidate à la présidentielle Ségolène Royal, les « gilets jaunes » et le « grand débat national » *« ont permis à Emmanuel Macron d'apprendre. Il a fait la campagne qu'il n'avait pas faite en 2017 et a pu créer du lien politique »*. Mémère, faut arrêter le cannabis.

La présence de Nicolas Sarkozy à Conakry, la capitale de la Guinée, le 21 février dernier n'avait d'autre but que de permettre à l'homme d'affaires franco-israélien Beny Steinmetz de se réconcilier avec l'Etat guinéen, avec lequel il était en conflit depuis sept ans à propos de l'exploitation de la ligne de fer de Simandou.

L'ancien chef de l'État français a mis aussi ses contacts africains au service du groupe hôtelier Accor, dont il est administrateur depuis 2017 et président de son « *comité de la stratégie internationale* ». Il a notamment fait jouer ses relations ivoiriennes. La petite entreprise de Sarko tourne à plein régime... sonnante et trébuchante.

Tambouille macro-machin

LREM sort l'artillerie lourde pour défendre sa liste aux européennes, baptisée Renaissance, Premier ministre en tête. On aura donc droit à deux mitinjes lundi à Caen et Paris (sur l'écologie), puis la présentation du programme jeudi et un raout final à Strasbourg, samedi 11. Avec les Gilets jaunes ?

Putain de vie. Des Gilets jaunes se sont glissés dans le mitinje de la REM à Caen avec en vedette américaine le Premier ministre himself, Edouard Philippe, venu soutenir l'inexistante Nathalie Loiseau. Ils ont entonné le traditionnel chant des Gilets jaunes : « *Macron on va te chercher chez toi !* » L'un d'eux scande : « *Vive Marine !* » Quelques minutes de flottement et ils sont tous évacués sans ménagement par le service d'ordre.

Le chef de file des députés macronistes, Gilles Le Gendre, est la cible de critiques de la part d'une partie de ses troupes. Plus grave, il est contesté jusqu'au sein de l'exécutif depuis plusieurs semaines. L'élu parisien se voit fragilisé au moment où s'ouvre la délicate question du renouvellement de certains postes-clés à l'Assemblée. Or, il aimerait bien conserver le sien.

Sur ses affiches électorales, LREM a viré le nom de Nathalie Loiseau ainsi que celui dont s'était affublé la liste, Renaissance. « *Il faut remettre En Marche, on veut être identifié pour ce qu'on a fait* », précise un dirigeant LREM. Même le MoDem a dit banco ! Histoire de ne pas déboussoler les électeurs macronistes.

Cédric Vallani, notre brillant mathématicien, qui brigue l'investiture pour la mairie de Paris aurait l'intention de s'implanter dans le 5^{ème} arrondissement qui est actuellement détenu par Florence Berthout, elle-même postulante pour LR. Ça va saigner.

Droite

On en rigole encore. Jean-Christophe Lagarde peine à faire décoller sa liste UDI pour les élections européennes, créditée entre 1 et 3 % des suffrages selon les différents sondages, et emmenée par Nora Berra et Louis Giscard d'Estaing. Tout disposait Lagarde à faire alliance avec LREM. Mais voilà, l'homme n'a pas digéré de ne pas faire son entrée au gouvernement. Il boude.

Ne sachant plus par quel bout séduire son électorat, le candidat LR, François-Xavier Bellamy est revenu aux fondamentaux lors d'un déplacement en Grèce : « *Tout a commencé ici. C'est là qu'est née la démocratie et, au fond, l'Europe. Nous avons dans nos mains cet héritage magnifique qui nous engage pour l'avenir.* »

Puis, rendant visite à la direction opérationnelle de Frontex au Pirée, il lâche : « *Ce qui m'a frappé, ce sont tous les obstacles auxquels ils doivent faire face et ce sentiment d'impuissance* », lâche-t-il. « *Sur le sujet, nous avons des procédures au lieu d'avoir une vision, Nous voulons continuer d'accueillir ceux qui ont besoin de notre aide, cela fait partie de notre civilisation. Mais il y a une différence avec l'idée de voir notre porte enfoncée chaque jour. C'est ça qui dénature l'asile et le rend incertain.* »

On en rigole encore. Le chef de le des Patriotes, Florian Philippot, est la cible d'une enquête pour « violation de domicile et vol » suite au décrochage d'un drapeau européen sur le centre des impôts de Forbach (Moselle).

Gauche

Le sénateur Rachid Temal, qui a assuré l'intérim à la tête du PS entre Jean-Christophe Cambadélis et Olivier Faure, lancera le 10 mai son réseau, Gauche d'avenir, avec Thierry Ocre, premier secrétaire du Pas-de-Calais. Il souhaite travailler sur la refondation du PS. Encore un.

Européen convaincu, l'auteur du *Capital au XXI^e siècle*, Thomas Piketty lance avec nombre d'universitaires, un appel pour transformer l'Europe. Pas une énième incantation mais des propositions concrètes réunies dans un manifeste intitulé *Changer l'Europe, c'est possible!* Pour la modique somme de 3 €.

Raphaël Glucksmann s'excite tout seul. Il plaide, bien lui en fasse, pour une large alliance à gauche allant des sociaux-démocrates aux écologistes et autres partis de gauche pour diriger cette sacro-sainte Commission. Le problème est que rien qu'en France, les gauches se tirent la bourre.

CAP21-Le Rassemblement Citoyen, parti de l'avocate et ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage, ne sera finalement pas présent au prochain scrutin européen alors que le parti était en pourparlers pour nouer une alliance avec les écolos et le PS. Bon débarras !

La dernière de Mélenchon. Mélenchon considère que sa personne sacrée se doit de porter une cravate bordeaux sur l'affiche électorale, et non pas bleue. Or, sur les 180 000 affiches de campagne, qui avaient été imprimées, il portait une cravate bleue. Fureur du Kim Il Sung français, et voici les 180 000 affiches jetées à la poubelle ! Ordre aurait été donné, affirme le *Canard enchaîné*, souvent bien informé, de tout réimprimer.

Après Christiane Taubira, c'est au tour de Bernard Cazeneuve de soutenir la liste PS-Place publique conduite par Raphaël Glucksmann. L'ancien Premier ministre participera à un mitinje avec lui à Lyon le 16 mai.

Au PS, la colère anti-Glucksmann gronde. Certains reprochent au philosophe, tête de liste aux élections européennes, sa gestion personnelle de la campagne, et notamment de la constitution de la liste, où plusieurs historiques, comme l'eurodéputée Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, ont été éjectés.

Société

Le Chantier n'était bien sûr pas aussi colossal que celui qui s'annonce à Notre-Dame, en partie dévastée par les flammes. L'Arc de Triomphe, lui, n'a mis que quelques mois pour panser ses plaies, pour un coût de 1,2 M€. Il sera prêt pour accueillir les cérémonies du 8 mai, célébrant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Après le tournage d'un clip publicitaire en 2018, la police nationale choisit le street-marketing pour attirer 3 500 recrues. La campagne débute vendredi place de la République à Paris avant un tour de France dans 13 villes d'ici à fin mai.

Faut-il en rire ou en pleurer ? A partir de la rentrée, les personnes qui circuleront en trottinette électrique sur le trottoir se verront infliger une amende de 135 €. Valable également pour les monoroues, gyropodes et autres hoverboards. Excessif Watson, n'est-il pas ?

Faits divers

Jack Lang aurait reçu pour 195 000 € de costumes et pantalons en cadeaux du couturier italien Smalto entre 2013 et 2018. Révélé par l'Obs, cela a motivé une enquête préliminaire par le parquet de Paris pour abus de bien sociaux, confiée à la brigade financière. Son avocat précise qu'il n'y avait aucune contrepartie.

Connaître La Loi et les normes pour handicapés sur le bout des doigts. Et surtout les sanctions qui pèsent sur les établissements recevant du public. Voilà le créneau d'escrocs d'un nouveau genre qui harcèlent les PME.

Depuis 2014, 3 000 gérants de petits commerces ont déposé plainte après avoir été floués par des sociétés frauduleuses qui leur faisaient miroiter une mise en conformité ou, en tout cas, l'obtention d'un dossier permettant de différer les travaux. 722 PME ont été victimes de ces escroqueries oscillant entre 1 000 et 2 000 €.

Clémence Zamora-Cruzest porte-parole de l'Inter LGBT, de race et de sexe indéterminés se définit ainsi : « *En tant que femme transgenre racisée, je suis intersectionnelle. Mais ma racisation fait de moi une personne plus privilégiée qu'une personne afro descendance et c'est à cause du colorisme qui crée un privilège entre les personnes racisées* » Lui écrire à Sainte-Anne qui fera suivre.

Le salaire brut mensuel du joueur de foot du Paris-Saint-Germain, Kylian Mbappé est de 1 625 836 € à en croire le journaliste de l'Equipe, Arnaud Hermant. S'y ajoutent primes et avantages divers, même de « l'argent de poche » – 30 000 euros par mois – et une assurance en cas de redressement fiscal réglée par le club !

Immigration / islam

Depuis plusieurs semaines, le commissariat de Moret ne cesse d'effectuer des interpellations en flagrant délit de cambriolage à Montigny-sur-Loing (Seine-et-Marne). « *Il s'agit d'équipes de migrants algériens basés à Paris qui se passent le mot, indique une source policière. Le village est facile d'accès, avec sa gare et ses pavillons tout proches. Les délinquants viennent en train, volent, puis repartent aussitôt* ».

Au final, les clandestins ont été remis en liberté avec une convocation au tribunal correctionnel pour le mois de février 2020. Par ailleurs, une obligation de quitter le territoire français leur a été notifiée. Normal à ton avis Watson ?

Un chauffeur de bus parisien aurait refusé de laisser monter une jeune fille, Elise Bencheikh, au motif qu'elle n'était pas bien habillée. Illico Lydia Guirous, porte-parole LR, d'origine algérienne est montée au créneau : « *Un chauffeur RATP refuse à une jeune fille de monter dans le bus car elle porte une jupe ! Il y a URGENCE à éradiquer l'islam politique en France. Voilà notre plus grand défi, et les incantations de Macron ne suffiront pas face à cette peste verte.*»

Si cette affaire a pris une telle ampleur, c'est bien sûr parce que les problèmes d'islamisme et de radicalisation à la RATP ne sont pas nouveaux. On en parle depuis le début des années 2010, plus

particulièrement depuis les attentats de 2015 dont l'un des auteurs était un ancien « machiniste » de la Régie.

De Georges Bensoussan, historien, rédacteur en chef de la *Revue d'histoire de la Shoah* : « *La Shoah est devenue une mémoire aveuglante dans le sens où elle empêche de voir les vrais dangers d'aujourd'hui... Le vrai danger pour le judaïsme européen est la montée en puissance d'un islam radical qui ne fait aucune place à une foi autre que la sienne et qui pousse les juifs à partir. Les agressions contre les juifs en Europe viennent de musulmans, pas de l'extrême droite, alors cessons de se focaliser sur un passé révolu !* »

Écologie/ Sciences

Il n'existe aucun consensus véritable ni majorité établie au sein du monde de la Science au sujet du réchauffement climatique anthropique. De nombreux scientifiques contestent cette théorie, le malheur est qu'ils n'ont pas voix publique au chapitre comme les médias *mainstream*, les élites mondialistes dont l'actuel pape François.

Comme le confirme le professeur et chercheur en chimie organique à l'Université catholique de Louvain, Istvan Marko : « *le CO² n'est pas et n'a jamais été un poison. Chacune de nos respirations, émet une quantité astronomique de CO² proportionnelle à celle de l'atmosphère (environ > 40 000 ppm); et il est très clair que l'air que nous expirons ne tue pas ceux qui se tiennent devant nous.* »

« *Ce qu'il faut comprendre, en outre, c'est que le CO² est l'aliment élémentaire des plantes. Sans CO², il n'y aurait pas de plantes, et sans plantes, il n'y aurait pas d'oxygène et donc pas d'humain. L'équation est aussi simple que cela* », conclut cet universitaire.

En passant, il convient de rappeler qu'environ 70% de l'oxygène présent dans l'atmosphère provient du phytoplancton, et non des arbres: contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les forêts, mais les océans, qui constituent les «poumons» de la Terre.

Les 30 requins-marteaux du centre aquatique Nausicaà, basé à Boulogne-sur-Mer, se sont prématurément éteints les uns après les autres depuis 2011. Le dernier, arrivé d'Australie il y a huit ans, a succombé fin avril à une infection causée par un champignon.

Selon une étude de l'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis* (IEEFA), les institutions financières chinoises soutiennent un quart des projets de centrales à charbon dans le monde, portant, au total, sur 102 gigawatts. Or la production d'électricité à partir de ce minerai est catastrophique pour le climat, compte tenu des émissions de CO² qu'elle génère – sans oublier l'importante pollution de l'air.

Or, selon l'ONG danoise Sustainable Energy (VE), une dizaine de centrales sont en cours de construction ou de financement en Europe du Sud par le biais d'entreprises d'Etat chinoises. C'est particulièrement le cas dans les Balkans. En Bosnie-Herzégovine, cinq unités nouvelles sont en discussion, en Serbie pour la construction d'une centrale et l'extension d'une mine à Kostolac ; en Roumanie, à Rovinari, pour une centrale de 600 mégawatts.

La législation de l'UE sur l'autorisation des biocides (pesticides et herbicides) est unique au monde pour son haut niveau de protection. Ce principe, qui place la santé devant les intérêts commerciaux, ne plaît pas à tout le monde. Surtout pas aux industriels qui mènent un lobbying acharné à Bruxelles pour démonter ce texte de loi.

Au point de convaincre des membres de la Commission européenne de tenter secrètement d'affaiblir la législation, sans demander l'avis des citoyens. C'est ce que révèlent 660 documents dont l'ONG *Pesticide Action Network* a obtenu la publication par la justice européenne, après deux ans de combat devant les tribunaux.

D'après un rapport des ONG WWF et Global Footprint Network, l'UE aura épuisé, ce vendredi 10 mai, les ressources naturelles que la planète peut lui offrir pour l'année. Une situation qui ne cesse de se dégrader, alors que ce jour de dépassement tombait « *le 13 octobre* » en 1961. Alors que l'UE regroupe 7 % de la population mondiale, elle absorbe 20 % de la biocapacité de la Terre. Normal on est les meilleurs !

Economie

50 milliards d'euros, voilà au bas mot la somme engloutie chaque année en Europe par la fraude à la TVA dite « carrousel ». En faisant circuler des biens et des services au sein de l'UE sans reverser la taxe finale aux Etats, ses artisans ont réussi le casse du siècle.

Bien que son principe soit connu des autorités depuis plus de vingt-cinq ans, la fraude carrousel continue à provoquer des dégâts considérables, les Etats s'avérant incapables de mettre en place des outils permettant d'y mettre fin. En bout de chaîne, les profits générés alimentent le crime organisé et les réseaux terroristes, déformant l'économie légale et pénalisant les entreprises saines.

Principe : des entreprises situées dans plusieurs pays de l'UE, qui vont faire circuler, souvent fictivement et en boucle, des marchandises pour réclamer à un pays de l'UE le remboursement de la TVA, qui n'a en réalité jamais été acquittée. En répétant leurs opérations rapidement durant quelques mois, ce manège va permettre de se faire payer plusieurs fois la taxe. Exemple : en France la gigantesque fraude au CO².

Forcé de quitter l'Iran sous la pression américaine, Renault pourrait y rentrer de nouveau grâce au russe Avtovaz, qu'il contrôle. Le constructeur des Lada négocie, selon son actionnaire minoritaire Rostec (qui gère les participations de l'Etat russe dans l'armement et les hélicoptères), un accord d'assemblage de voitures en profitant des bonnes relations politiques entre Moscou et Téhéran. On n'a pas de pétrole mais ...

Culture / médias

Les Emirats arabes ne sont pas uniquement présents dans le domaine économique et hôtelier. Ils le sont également dans la restauration de notre patrimoine, comme c'est le cas au château de Villers-Cotterêts, au théâtre impérial du château de Fontainebleau. De son côté le Qatar a contribué pour 20 M€ au chantier de restauration de l'Hôtel de la Marine.

Emmanuel Hoog, ancien P-dg de l'AFP devient le directeur général des Nouvelles éditions indépendants (LNEI). LNEI, propriété de Matthieu Pigasse, porte l'essentiel de ses investissements dans les médias, à savoir le magazine *Les Inrockuptibles*, la station Radio Nova, sa participation dans l'édition française du Huffington Post, sans oublier sa participation dans la société d'investissement Médiawan (aux côtés de MM. Xavier Niel et Pierre-Antoine Capton) et au sein du festival Rock en Seine.

Les Français « *pourront s'exprimer* » sur la reconstruction de Notre-Dame de Paris, qui fera l'objet d' « *un grand débat et une grande consultation* », même si le choix final du projet reviendra à l'Etat, a affirmé le ministre de la Culture Franck Riester.

Le spectacle de l'écrivain Bernard Henri-Lévy, « *Looking for Europe* », va faire l'objet d'un documentaire, a révélé *Le Canard Enchaîné*. Plus de 700 000 euros de subvention ont été donnés par les grandes chaînes, certaines subventionnées par l'État, comme Arte, dont BHL est l'un des responsables!

Bigre ! Au Figaro avec 33,73 % des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles, début avril, la CGT est devenue le premier syndicat représenté au sein du quotidien conservateur. La centrale de Montreuil progresse ainsi de 9 points par rapport à 2015, essentiellement chez les cadres et les employés.

Trois semaines après avoir voté une motion de défiance contre leur actionnaire et PDG Arnaud Lagardère, les salariés d'Europe 1 attendent toujours une réaction de sa part. La dernière vague d'audience de Médiamétrie a placé la radio sous la barre des 6 %. Panique à bord !

Europe

Union européenne. Le bras de fer entre le Conseil de l'Europe et la Russie continue, cette dernière réclamant que le mandat de sa délégation soit pleinement rétabli. Si les Européens s'emploient à retenir Moscou par les mots, les actes ne suivent pas.

« *Je souhaite que la Russie reste au sein du Conseil de l'Europe* », a déclaré Emmanuel Macron, saisissant l'occasion d'une visite à l'Élysée du secrétaire général de l'organisation, le Norvégien Thorbjorn Jagland. La crise remonte à 2014 avec le rattachement de la Crimée avec la Russie. Les 18 députés russes ont été alors privés de droit de vote.

Angleterre. Les deux principaux partis politiques, les conservateurs et les travaillistes ont enregistré de très lourdes pertes aux élections locales et en Irlande du Nord. Cette défaite est considérée comme un vote sanction face au chaos du Brexit. Les gagnants sont le parti libéral-démocrate, le Green party et les indépendants.

Mme Penny Mordaunt, qui a fait vendredi 3/5 ses premiers pas en tant que ministre britannique de la Défense, est surtout connue du grand public pour ses positions eurosceptiques et sa participation à une émission de télé-réalité en maillot de bain.

Ca y est, la femme du prince Harry a évacué son résidu de bidet, de race indéterminée. C'est un garçon qui se retrouve sur la liste des possibles héritiers de la couronne, heureusement loin derrière les rejetons - Blancs - de son frangin, William. Ils l'ont appelé Archie Harrison.

Des élections européennes se tiendront au Royaume-Uni le 23 mai, même si les députés britanniques adoptent d'ici là un accord de Brexit. Le Premier ministre, Theresa May, s'était engagée à les annuler en cas d'adoption de l'accord, Mais ce n'est pas le cas. Le Brexit pédale toujours dans la semoule.

Danemark. Longtemps considéré comme le Las Vegas européen où l'on venait se marier rapidement et à peu de frais vient de perdre tout son attrait. La raison ? L'entrée en vigueur le 1^{er} janvier d'une nouvelle loi interdisant le mariage blanc et instituant une unité gouvernementale chargée d'examiner à la loupe les demandes d'unions, mission jusqu'alors assumée par les mairies.

« Nous y avons mis un frein avec cette entité spécialisée dans la détection des mariages de convenance et les faux documents en coopération avec les polices danoise et allemande », explique la ministre des Affaires sociales, Mai Mercado. Le Danemark ne doit pas être une porte dérobée d'entrée dans l'Union européenne pour les réseaux criminels qui exploitent cyniquement les immigrés illégaux.

Espagne. Le maire de Madrid, dame Manuela Carmena, candidate à sa réélection le 26 mai prochain, n'aura pas accès à la télévision. En s'alliant avec une branche dissidente de Podemos, le tribunal électoral considère qu'elle a créé un nouveau parti et qu'elle ne peut donc participer aux débats télévisés.

La Cour suprême espagnole a estimé que l'ancien président indépendantiste de Catalogne Carles Puigdemont, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt en Espagne, avait le droit de se présenter aux élections européennes du 26 mai, contredisant la commission électorale qui avait rejeté le 29 avril son inscription comme tête de la liste "Lliures per Europa" .

Hongrie. Depuis 2010 (année de l'arrivée au pouvoir du Fidesz), ce pays a connu une augmentation des mariages de 43 %, une baisse des divorces de 22,5 % et une diminution des avortements de 33 %, avec un taux de fécondité qui est au plus haut de- puis vingt ans.

Aujourd'hui, la Hongrie consacre 4,8 % de son PIB aux politiques familiales. Depuis 2010, le pays a multiplié les mesures en faveur des familles comme la réduction de l'impôt sur le revenu en fonction du nombre d'enfants, la réduction des prix du gaz et de l'électricité et de nombreuses aides.

Italie. La RAI a rendu un hommage, le 28 avril dernier, à la mort de Benito Mussolini en 1945. Diffusé sur une antenne régionale de la télévision publique, on y voyait durant environ deux minutes une cérémonie de nostalgiques à Predappio, le village natal du Duce, présentée comme une sorte de rendez-vous champêtre.

Une ancienne auxiliaire de la République sociale de Salò, âgée de 92 ans, y faisait part de sa tristesse et assurait qu'à l'époque *«tout fonctionnait et on avait beaucoup d'espoirs»*. Une petite-fille du dictateur se réjouissait de *«l'affection»* démontrée pour l'occasion, tandis que des jeunes en chemise noire, drapeaux italiens dans la main gauche, bras droit tendu, rendaient hommage au *«camerata Mussolini»* et revendiquaient le retour du fascisme.

Une polémique a explosé en Italie autour du Salon international du livre de Turin, le principal événement littéraire de la péninsule et deuxième festival européen dans le domaine de l'édition après la *Buchmesse* de Francfort. La raison ? La participation de la maison d'édition Altaforte, proche de Casa Pound dont le dirigeant, Francesco Polacchi, revendique ouvertement son fascisme.

Sa maison d'édition vient de publier un livre-entretien, intitulé *Je suis Matteo Salvini*, avec le patron de la Ligue. C'est cet ouvrage qui a déclenché la polémique. De son côté Simone Di Stefano, le leader de Casa Pound a donné un 9/10 comme note à Salvini en tant que ministre de l'Intérieur.

Norvège. La nouvelle ministre norvégienne de la Santé, Sylvi Listhaug, a déclaré avoir l'intention de ne pas être la «police des mœurs», en laissant ses compatriotes se livrer à leurs mauvaises habitudes. Les Norvégiens doivent avoir la possibilité à s'adonner à l'alcool, aux cigarettes et à la viande rouge autant qu'ils le veulent. Enfin un peu de bon sens dans ce monde qui veut tout aseptiser.

ONU. Au Conseil de sécurité, les Etats-Unis sont sans gants avec leurs vieux et plus proches alliés européens, Berlin, Londres ou Paris. Menaces de veto, projets de texte concurrents... Une posture sans précédent, selon certains à l'ONU. « *C'est hallucinant !* », s'exclame un diplomate européen sous couvert d'anonymat, atterré de voir le peu d'appétence des Etats-Unis pour la négociation et leur indifférence à se retrouver isolés sur la scène internationale.

Etats-Unis. Washington a annoncé le déploiement du porte-avions *USS Abraham Lincoln*, accompagné de son groupe tactique et d'une task force aérienne au Moyen-Orient, pour « *adresser un message clair et sans ambiguïté (...). Les États- Unis ne cherchent pas la guerre avec le régime iranien, mais sont prêts à répondre à toute attaque* ».

Donald Trump a ravivé la tension en menaçant d'appliquer des droits de douane sur l'ensemble des importations de produits chinois aux États-Unis, et en relevant les tarifs punitifs déjà en place depuis dix mois. La perspective que la guerre commerciale redouble d'intensité a plongé la plupart des places boursières dans le rouge.

Donald Trump marche sur l'eau : sa cote de popularité vient de franchir la barre des 45 % ! Une première depuis son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2017, selon l'Institut Gallup, qui suit cet indicateur chaque semaine. Il surfe sur une avalanche de bonnes nouvelles : une croissance au premier trimestre de 3,2 % (en rythme annuel), un taux de chômage au plus bas niveau depuis les années 1960, le tout sans dérapage des prix...

Si l'Europe consomme à tire-larigot des smartphones et des tablettes, les Américains, eux, ont la bonne idée de les vendre. Les fameux Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) ont eu un gigantesque impact sur l'économie américaine ces dernières années.

La Géorgie est devenue le quatrième Etat américain à se doter d'une législation parmi les plus restrictives du pays sur l'avortement. Le texte, nommé « *Heartbeat bill* », interdit aux femmes de cet Etat du sud conservateur l'interruption volontaire de grossesse dès que les battements de cœur du fœtus peuvent être détectés. Soit une quasi-interdiction de l'avortement. La loi actuelle autorise l'avortement en Géorgie jusqu'à la vingtième semaine de grossesse.

La politique économique de Donald Trump, avec notamment des baisses d'impôts pour les entreprises, a accéléré le rythme de croissance des Etats-Unis. Certains évoquent un risque de « *surchauffe* » et s'inquiètent du déficit public abyssal, qui tourne autour de 5% du PIB, presque cinq fois plus que dans la zone euro. Par ailleurs, les Etats-Unis, désormais indépendants énergétiquement, sont mieux immunisés contre l'effet yoyo des prix du pétrole.

Biodiversité : la terre paye en espèces

par Aude Massiot pour *Libération* (6/5)



En million d'espèces vivantes pourraient disparaître dans les toutes prochaines décennies, sous le coup des activités humaines. Au moins 680 espèces de vertébrés ont péri depuis le XVI^e siècle, et beaucoup d'autres s'éteignent avant même que l'humanité ne les découvre. Le constat est vertigineux, difficile à croire, mais impossible à contredire. Il est le fruit du travail de 145 experts issus de 50 pays, sur les trois dernières années, soit le document le plus exhaustif réalisé à ce jour. Basé sur une revue systématique d'environ 15 000 références scientifiques et gouvernementales, le rapport de 1 800 pages est publié ce lundi (6/5) par la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes), souvent considérée comme le «Giec de la biodiversité».

La Terre serait ainsi au début de la 6^e «extinction de masse», si on ne déploie pas les moyens pour l'empêcher. *«La santé des écosystèmes dont nous dépendons, ainsi que toutes les autres espèces, se dégrade plus vite que jamais, alerte le président de l'Ipbes, Robert Watson. Nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier. Le rapport nous dit aussi qu'il n'est pas trop tard pour agir, mais seulement si nous commençons à le faire maintenant à tous les niveaux, du local au mondial.»* Depuis plus d'un siècle, le nombre d'individus des 8 millions d'espèces estimées sur Terre (dont 5,5 millions d'insectes) a diminué d'au moins 20% en moyenne. Plus de 40% des espèces d'amphibiens, plus d'un tiers des récifs coralliens et des mammifères marins sont menacés. Du côté des insectes, le tableau est tout aussi noir, bien que les données manquent. Fin 2017, une étude menée sur vingt-sept ans en Allemagne a dénombré la perte de 75% des insectes volants dans le pays – et cela seulement dans les zones naturelles protégées. *«On accuse souvent les scientifiques d'être pessimistes, mais ce rapport montre qu'au contraire, nous avons toujours sous-estimé la réalité du déclin qui s'accélère de manière effroyable, interpelle Gilles Bœuf, biologiste, ancien président du Muséum national d'histoire naturelle. Il n'est pas trop tard pour agir. Les politiques, comme les citoyens, doivent s'emparer du sujet. Cela doit les prendre aux tripes.»* Dans les mers, les airs, les forêts, les champs et sous terre, le déclin se produit en chaîne. A

chaque fois qu'un maillon des écosystèmes disparaît, tout le reste en subit les conséquences. Du petit ver de terre au plus puissant rapace.

DÉFORESTATION

Pour pousser les décideurs politiques à l'action, les scientifiques ont rédigé un résumé aux conclusions sans équivoque: il faut changer radicalement de modèle économique. Le système de surconsommation actuel n'est pas compatible avec la protection de la nature, dont l'humanité dépend. Dans le top 5 des principales causes du déclin, établi par les chercheurs, on trouve par ordre décroissant : les changements d'usage des terres et de la mer (soit l'urbanisation, la déforestation, la transformation en terres agricoles), l'exploitation des organismes vivants, le changement climatique, la pollution et les invasions d'espèces exotiques (favorisées par le dérèglement du climat). Ce résumé de 39 pages a été approuvé, ligne par ligne, samedi par l'ensemble des 196 Etats membres de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU, réunis la semaine dernière à Paris. Ils en soutiennent donc le contenu, mais sont encore loin d'en appliquer les principes. Politiquement, l'état des lieux est tout autant dramatique. Deux ans avant l'échéance du Plan d'action stratégique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique, il apparaît clairement que la plupart des «objectifs d'Aichi», pris en 2010 au Japon, ne seront pas atteints. Ils prévoyaient, entre autres, que « *d'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, seront éliminées, réduites progressivement ou réformées* ». Ou encore qu'à cette même échéance « *les gouvernements, les entreprises et les parties prenantes, à tous les niveaux, auront pris des mesures ou auront appliqué des plans pour assurer une production et une consommation durables* ». Autant dire que les Etats sont très loin du compte. Certains, comme la France, ont pris des engagements ambitieux, comme l'objectif de zéro «artificialisation» nette des sols (pour lequel aucune échéance n'a été fixée dix mois après l'adoption du plan Biodiversité). Ces promesses attendent juste de devenir réalité. Actuellement, l'Hexagone voit, tous les dix ans, l'équivalent d'un département disparaître sous l'urbanisation et la construction de routes, d'aéroports ou de parking. « *Aucun projet humain qui, dès le départ, ne prend pas en compte ses conséquences sur la nature, ne devrait être autorisé*, reprend Gilles Bœuf. *Nous devons redonner de la vie aux sols, qui hébergent près de 600 000 espèces.* »

UN CADRE MONDIAL

Comme pour le climat, Paris s'autoproclame pourtant leader, à l'international, sur le front de la défense de la biodiversité. Le pays a ainsi accueilli la session de l'Ipbes, à Paris, le G7 Environnement les 5 et 6 mai à Metz, et hébergera en juin 2020 le congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature à Marseille. Pourtant, difficile de considérer la France, qui abrite environ 10 % de la biodiversité mondiale, comme exemplaire dans ses actions. Le gouvernement peut encore faire ses preuves, alors que 2019 promet d'être cruciale dans le processus de négociations onusiennes sur la protection de la nature. Les voix sont de plus en plus nombreuses à réclamer un accord, comparable à celui conclu à Paris sur le climat en 2015. Il pourrait voir le jour lors de la COP15 sur la biodiversité, organisée fin 2020 en Chine. Le but : créer un cadre mondial robuste qui pousserait les Etats à prendre des engagements ambitieux après 2020. Et à les respecter.

Les scientifiques de l'Ipbes soulignent qu'il ne s'agit pas seulement de sauver des espèces innocentes. La nature rend d'énormes services à nos sociétés : du bois qui permet à plus de 2 milliards de personnes de se chauffer et se nourrir, aux remèdes naturels dont dépendent 4 milliards d'être humains, en passant par les processus naturels de purification de l'air, de l'eau et des sols. La planète régule aussi le climat pour qu'il reste viable. Les forêts, sols et océans capturent le dioxyde de carbone émis par les hommes avant qu'il ne participe à l'effet de serre. Le texte insiste: « *La majorité des contributions de la nature aux sociétés ne sont que partiellement remplaçables, voire irremplaçables.* »

On a retenu aussi



Le mouvement des gilets jaunes, dont on assure régulièrement qu'il est « en train de s'essouffler » et qu'il donne lieu à des « violences inacceptables » ?

Alain de Benoist Un mouvement pacifique et « bon enfant » n'aurait pas obtenu le dixième de ce que les gilets jaunes ont obtenu – même si aucune de leurs revendications essentielles n'a encore été satisfaite. La violence (je ne parle pas de celle des « casseurs » professionnels) est parfois la seule façon de se faire entendre. Le 14 juillet 1789, la prise de la Bastille n'a pas non plus été une promenade de santé ! Relisez les *Réflexions sur la violence* de Georges Sorel. Cette violence populaire est, de toute façon, peu de choses comparée à la violence systémique des prédateurs en col blanc, des assassins de l'identité, des destructeurs d'acquis sociaux et des maîtres du profit. Quant à l'essoufflement des gilets jaunes, ce ne sera, dans le meilleur des cas, qu'une pause avant les prochaines batailles. Partout en Europe, les classes moyennes sont en voie de disparition et les peuples n'en finissent plus de subir les conséquences des politiques d'austérité. Dans notre société en forme de sablier, la richesse s'accumule en haut de plus en plus tandis que la pauvreté et la précarité augmentent régulièrement en bas. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on se dirige vers une révolte sociale généralisée.

Les nouvelles sanctions économiques décrétées par Donald Trump, non seulement contre Caracas et Moscou, mais aussi La Havane et Téhéran ?

Ce sont autant d'actes de guerre dirigés contre les sociétés commerciales françaises et européennes qui commerçaient en dollars avec le Venezuela, Cuba ou l'Iran, ou y ont fait des investissements, et qui sont maintenant tenues de s'aligner sur les diktats de Washington au nom de l'in vraisemblable principe d'extraterritorialité du droit américain. En matière de politique étrangère, l'unilatéralisme trumpien s'avère chaque jour plus détestable.

Une définition de l'optimisme



La politique ? « *Elle est faite par des débiles. Je ne vote plus.* » La foi ? « *Je suis panthéiste. Je hais les trois grandes religions monothéistes avec leur dieu masculin, barbu, terrorisant.* » L'avenir du monde ? « *C'est foutu. Ça va aller de pire en pire. Il n'y a plus d'eau, les sols crèvent, on va sûrement avoir des épidémies, des famines, une guerre nucléaire.* »

Anémone, l'actrice qui vient de nous quitter

Génocide rwandais



Au début du mois d'avril dernier, les medias déversant *ad nauseam* leurs habituels mensonges sur la prétendue responsabilité de la France dans le génocide du Rwanda, le président Macron crut devoir recevoir à l'Elysée des associations porte-voix du régime de Kigali. Par pur fait du prince, il leur annonça, sans le moindre débat contradictoire et sans la moindre consultation de la population, qu'en France, le 7 avril serait désormais jour de « commémoration du génocide des Tutsi du Rwanda ». Reprenant le vocabulaire officiel rwandais, le président Macron a parlé de « génocide des Tutsi » et non pas de « génocide du Rwanda ».

Les Français vont donc devoir commémorer un génocide dans lequel leur pays ne porte pourtant aucune responsabilité. Sauf celle d'avoir accepté le diktat de Paul Kagamé qui était de retirer son contingent militaire du Rwanda, ce qui fut achevé au mois de décembre 1993, soit cinq mois avant le début du génocide.

Les 400 Français furent alors remplacés par plus de 2600 casques bleus de l'ONU. Commandés par l'incompétent et fragile général canadien Roméo Dallaire, ils demeurèrent l'arme au pied, se terrant même parfois dans leurs casernements, laissant ainsi les génocidaires libres d'agir et les hommes de Paul Kagamé libres de conquérir le pays. Mais c'est la France qui est mise en accusation... non l'ONU...

Bernard Lugan

Biodiversité



Avec la disparition des espèces animales et végétales, impossible de feinter. Impossible d'ergoter sur la question de savoir si tout cela a bien pour origine l'activité humaine. En revanche, il y a loin du constat de l'effondrement aux actes politiques qui seuls pourront enrayer le processus mortifère. Ce n'est pas à coup d'« hôtels à insectes » et de plantes mellifères qu'on in échira le cours des choses. C'est le modèle du capitalisme consumériste, appuyé sur la division

mondiale du travail, qui doit désormais faire l'objet d'une remise en

question par des citoyens qui, de plus en plus, mesurent dans leur vie quotidienne le degré d'aliénation et de désespérance qu'implique ce modèle. Pour l'heure, un ministre de l'Economie qui avait signé tous les décrets autorisant des extractions minières s'est mué en président de la République qui refuse un projet de mine d'or pour préserver la faune et la flore. Preuve que les espèces évoluent. La stratégie du suicide n'est pas la seule qui s'offre à nous. Les autres options nécessitent de définir ce qu'est une vie humaine digne et épanouissante et une organisation économique et sociale qui la favorise. Ce qu'on n'apprend pas à l'ENA.

Natacha Polony, Marianne - 10 au 16/05/2019

Sites à consulter

TVLibertés

[pertinente analyse géopolitique sur le monde aujourd'hui](#)

[conférence sur l'hérité](#)

[intervention d'Alain de Benoist au colloque Iliade](#)

[sur le dernier essai de Mathieu Bock-Côté](#)

[entretien avec l'architecte Rudy Ricciotti](#)

[un texte sur l'écologie de Cornelius Castoriadis](#)

[geopolitique : excellente prestation de Caroline Galacteros](#)

[L'excellent Olivier Maulin interrogé sur Sputnik France](#)

[Jean-François Gautier sur Walter Benjamin et la crise de l'art](#)

[pour saluer Jean-Pierre Marielle](#)

[Bernard Asso, sur le pouvoir des juges](#)

[Hervé Juvin sur l'islam](#)